LE QUÉBEC EN 1960

UNE RÉVOLUTION PAS SI TRANQUILLE QUE ÇA

L'expression « *quiet revolution* » parait en 1960 sous la plume d'un journaliste du *Globe and Mail*, le grand journal de Toronto. Les changements de structures, durables, rapides et radicaux que le Québec allait connaitre, dans la décennie qui suit, recevaient ainsi leur nom de baptême d'un journaliste anglophone. Et les intellectuels et journalistes francophones vont reprendre à leur compte ce vocable général à extension souple et à géométrie variable.

Par Pierre Ansay

Les auteurs divergent sur la durée de ce considérable autoajustement auquel la nation et l'État québécois ont procédé : pour les uns, il convient de limiter l'usage du concept à désigner les réformes politiques, institutionnelles et sociales entreprises entre 1960 et 1966 par le gouvernement québécois du libéral Jean Lesage. Pour les autres, il convient d'en étendre la portée aux années septante et quatre-vingt et mettre en exergue, dans la moyenne durée qui appartient déjà à l'historien, un mouvement continu de réformes marquées par la stabilisation du mouvement néonationaliste et le consensus autour de l'interventionnisme de l'État dans les marchés et dans le développement de l'État providence.

RATTRAPAGE ET SORTIE HORS DE LA GRANDE NOIRCEUR

La première idée clé de la Révolution tranquille est celle du « rattrapage » elle se connecte avec la nécessité de sortir le Québec de la « grande noirceur ». Il s'agit de libérer le Québec, de sortir d'un régime politique marqué par l'ultraconservatisme du gouvernement Duplessis.

La « grande noirceur », c'est, la période 1945-1960, dominée par la figure du Premier ministre Duplessis, dirigeant un gouvernement conservateur et traditionaliste, appuyé sur le clergé et les élites traditionnelles, valorisant la ruralité et la production agricole, persécutant les syndicats, ouvrant le Québec aux investissements et aux capitaux américains, dans un contexte de conjoncture économique favorable dû à fin de la guerre et à la forte demande européenne. Les francophones restent, au Québec, des citoyens de seconde zone. Leur revenu est inférieur à celui des anglophones, ils sont souvent cantonnés dans des emplois subalternes. Leurs entreprises sont de plus petite taille et montrent une faible productivité. « Un grand nombre d'entre eux travaillent dans un univers qui leur est étranger, où la langue est l'anglais, où les valeurs et la culture sont d'inspiration britannique et américaine » (Linteau, 1989).

L'idéologie dupléssiste est cléricale : l'enseignement, la direction des âmes, les soins de santé, l'action charitable doivent être du ressort du clergé. Elle est aussi rurale et antiurbaine : le monde rural trempe les caractères et permet aux Canadiens français de maintenir leur identité antiurbaine ; la ville est corruptrice. Cette idéologie est aussi anticommuniste et antisocialiste : les leaders syndicaux sont poursuivis et les grèves durement réprimées. Elle est, enfin, familialiste : la femme est confinée à son rôle d'épouse obéissante et de mère féconde et éducatrice. L'idéologie nationaliste est, au dire de ses détracteurs, un nationalisme de repli, fait de passéisme inféodé aux grands mythes dépresseurs et victimisants du Québec : la défaite devant les armées anglaises, le martyre des missionnaires, le colon courageux affrontant les ours, la dureté de l'existence rurale et de la survivance dans la fidélité à ses sources. On peste contre la France, mère ou marâtre indigne, mais on ne décroche pas d'une France plus rêvée que réelle, de Gaulle et « vive le Québec libre » sont encore loin. Les lignes de parallélisme avec le pétainisme ne manquent pas.

Les années cinquante voient le dupléssisme s'essouffler : la contradiction est trop forte, entre d'une part, un appareil d'État sclérosé qui fige l'évolution et, de l'autre, la hausse relative du niveau de vie et le consumérisme hédoniste qui gagne les chaumières les plus reculées, la montée de nouvelles élites formées dans les universités américaines et européennes, la culture télévisuelle et la demande forte d'un État interventionniste et providentiel. La grève de l'amiante (1949) et celle de Radio Canada (1958-1959) prennent valeur de symboles : la plage ondule et commence à faire bouger les pavés.

Le « rattrapage » vise dès lors à rejoindre le niveau de développement d'autres provinces canadiennes, à moderniser la société, à dynamiser l'en-

treprise et l'appareil d'état et accélérer l'entrée du Québec dans l'ère moderne industrielle au sein d'une formulation à la québécoise du compromis fordiste : « Il faut plus d'État redistributif pour plus de marché et moins d'Église. »

L'ÉTAT ENTRE, L'ÉGLISE SORT

L'État est appelé à se substituer, voire à chasser l'Église catholique hors de trois secteurs clés, l'enseignement, l'aide sociale et la santé. Il est vrai que l'Église, dans la prise en charge de ces secteurs, est débordée, à la fois par l'accroissement de la demande sociale, par la chute de ses effectifs et par la critique grandissante relative à la sélectivité orientée de ses interventions. Entre 1945 et 1960, tous les indicateurs virent progressivement au rouge : crise des vocations dans le clergé régulier et séculier, chute de la pratique dominicale et sacramentelle, refus de la société d'obéir aux ukases du clergé. L'État crée de nouveaux ministères, qui se substituent aux organismes spécialisés contrôlés pour partie par le clergé. L'enseignement se déclericalise et se laïcise. Ainsi, il aura fallu attendre 1964 pour que le Québec se dote d'un ministère de l'Éducation ! (Tétu de Labsade, 2001.) À la laïcisation, ou décléricalisation, des activités contrôlées par l'Église dans le premier temps des réformes, se substituent rapidement la sécularisation et l'État providence, dont le déploiement fait consensus entre l'État fédéral canadien et la Belle Province. La Révolution tranquille met fin au magistère de l'Église sur les âmes, les intelligences et les corps.

Le nouvel État québécois pratique une politique keynésienne de grands travaux et grands investissements publics : routes, barrages, construction d'hôpitaux et d'écoles. Les grands secteurs de l'énergie sont nationalisés : Hydro-Québec, société d'État rassemblera toutes les anciennes compagnies d'électricité. Plusieurs sociétés d'État permettent le décollage d'un « capitalisme national » soutenu par l'acteur public : la Société générale de financement devient actionnaire de plusieurs grandes entreprises privées, la Caisse des dépôts et placements ratisse l'épargne privée et la réinvestit dans le rattrapage économique. Une administration moderne voit le jour et produit une nouvelle élite issue du baby-boom. L'acteur syndical est légitimé, voire encouragé dans son expansion : un nouveau Code du travail est adopté en 1964. La nouvelle loi institutionnalise le processus de négociation des conventions collectives et reconnait le droit de grève dans les entreprises publiques, à l'exception des pompiers et des policiers. Le salaire minimum est réajusté et un régime des rentes est créé la même année, permettant d'assurer un revenu minimum de pension pour les travailleurs salariés.

UN NOUVEAU NATIONALISME

On voit émerger un nouveau nationalisme, délaissant le mythe passéiste de la survie de la race et tourné vers « le pays à construire ». Il y a là comme une conjonction réussie : « Chanté par les artistes, formulé par les intellectuels, les technocrates et une nouvelle génération de politiciens, il prône,

au sein de toutes les couches de la population, son objectif d'un Québec fort » (Linteau, 1989). Certes, l'identité québécoise est à redécouvrir, dans sa tradition, dans son histoire de souvenir, de survivance et de résistance, mais il faut tordre le cou à trois dominantes du nationalisme traditionaliste : « l'agriculturisme, l'antiétatisme et le messianisme » (Brunet, 1957) ; et « construire nouveau ». Il faut réconcilier le social et le national, comme l'écrit le grand penseur de ce courant, André Laurendeau. Laïcisation, sécularisation, prosyndicalisme, modernisation et démocratisation de l'enseignement, ouverture aux questions sociales, ouverture aux immigrants et aux rapports interculturels, ce sont les maitres mots des nouveaux maitres du Québec.

Ce grand mouvement doit s'effectuer à partir de la volonté nationale québécoise. Elle seule, estiment les penseurs du néonationalisme, est capable de s'opposer à l'hégémonie culturelle anglo-saxonne ; elle seule peut faire barrage à la minorisation de la province québécoise face au « R.O.C. » *(Rest of Canada)*. Les droits individuels démocratiques seront toujours menacés et limités tant que ne seront pas assurés les droits collectifs de la nation canadienne française. Les inégalités, pensent-ils, et les statistiques semblent leur donner raison, ne sont pas seulement sociales : elles comportent une dimension ethnique, linguistique et nationale. La bourgeoisie canadienne-anglaise fait barrage à l'émergence d'une caste dirigeante francophone et empêche les jeunes loups francophones d'accéder aux fonctions dirigeantes de l'État fédéral canadien. Dès lors, c'est au Québec et dans l'État québécois que l'avenir est ouvert. Le chemin est tracé pour l'émergence des élites urbaines francophones. L'État doit être fort, planificateur, interventionniste, mais cet État doit être un État national québécois, dévoué aux intérêts des Canadiens français. Émerge donc progressivement un nationalisme étatique, territorial et linguistique, protégeant et bétonnant l'usage quasi exclusif du français sur le territoire québécois et ressemblant, pour beaucoup de ses traits structuraux, au mouvement flamand.

UNE RÉVOLUTION CULTURELLE AVANT TOUT ?

Pour l'anthropologue Fernand Dumont, « pour l'essentiel, la Révolution tranquille a été d'abord elle-même une révolution culturelle » (Dumont, 1994). Il y a un avant et un après ; et pour certains, c'est un regard de gouffre. Avant, l'Église catholique, toute-puissante, exerce son magistère sur la culture, les modes de vie, la famille, les loisirs, l'aide sociale organisée sur le mode charitable : les grandes infrastructures qui surveillent, bénissent et punissent lui appartiennent et elle y exerce un pouvoir discrétionnaire et quasi monopolistique. Mais à tout bien considérer, l'après n'est pas que l'émergence du projet moderne, basé sur la responsabilité individuelle, le libre examen, le consumérisme nord-américain, l'ouverture multiculturelle au *melting-pot* et la culture d'entreprise orientée vers la nouvelle frontière.

La Révolution tranquille voit émerger et se déployer un État providence fort et laïque, porteur du projet émancipateur national linguistique dont la

fine pointe évoluera dix ans plus tard vers le souverainisme. Elle donne libre cours à l'expansion d'un capitalisme modernisateur, moins arrimé au secteur primaire, (houille blanche, agriculture et mines), plus centré sur les services et la production de biens à forte valeur ajoutée et disposant de larges accès aux capitaux bancaires. Elle crée, dans son autodéploiement, une élite avec ceux qui deviendront aujourd'hui les dirigeants papy-boomers de la société québécoise. Elle fait signe vers une orientation progressiste qui conduira le Parti québécois à définir une option préférentielle pour les travailleurs.

QUARANTE ANS APRÈS

Montréal, plus que Québec, les villes et les rangs de la Belle Province, laisse voir ses églises et leurs clochers, qui viennent ponctuer les perspectives presque infinies d'une ville organisée par la trame urbaine orthogonale. Splendeurs architecturales parfois, avec une cure bourgeoise accolée à l'église, omniprésence des clochers dans la silhouette urbaine : les édifices cultuels désacralisés structurent le regard urbain. Mais l'observateur attentif verra souvent les arbres pousser dans les clochers à la place des carillons. L'urbaniste leur dira la déliquescence du patrimoine religieux et le peu de protection dont il jouit. Sur les plaques des automobiles québécoises est inscrite la devise du Québec : « Je me souviens », mais à laisser pourrir et livrer ces joyaux de l'architecture à la pioche des démolisseurs, les Québécois risquent faire bon marché de la matière même du souvenir qui s'est incarnée dans l'institution catholique, indissociable du passé et de l'identité québécoise. Certaines églises sont démolies, d'autres sont converties « brutalement » en condominiums, d'autres encore font l'objet d'une rénovation attentive et respectueuse et sont confiées à des organismes communautaires y distribuant des services appréciés par la population du quartier.

L'observateur de la vie québécoise remarque l'omniprésence des femmes dans la vie publique, et la vigueur du féminisme militant et quotidien : les femmes ne semblent pas avoir renoncé à leur pouvoir familial mais prennent une part croissante dans la vie citoyenne, culturelle et économique. L'addition qu'elles veulent faire payer au clergé catholique est loin d'être acquittée et elles semblent exporter la maitrise du ménage, à laquelle le clergé les avaient confinées, à la gestion des affaires publiques. Les souvenirs et les narrations circulent encore entre les générations et les épouses septuagénaires, les dernières mères à sept, huit ou neuf enfants encore en vie, racontent les pressions du curé venu relancer la féconde pour gagner « la revanche des berceaux » contre le protestant matérialiste et anglophone. Y a-t-il encore des hommes au Québec ? La question traverse la littérature, le théâtre et les fameux téléromans, originalité culturelle typiquement québécoise, y font largement écho.

Les dernières années ont vu la montée en force de l'Action démocratique du Québec (A.D.Q.), mouvement politique de « trentas » et de « quadras » fort proche, dans sa dynamique, du thatchérisme : privatisation du système de

santé, suppression de la progressivité de l'impôt, bons ou « vouchers » d'éducation, suppression de la protection d'emploi pour les fonctionnaires. Les lignes de force de cette formation politique, située à la droite de la droite, sont en prise et en lutte contre les acquis de la révolution tranquille : il y a là comme une lutte des générations où les jeunes « dynamiques » veulent contester le monopole étatique et l'establishment qui s'est construit dans les années soixante. Ces Jeunes-Turcs veulent tout chambarder, procéder à un grand nettoyage qui rende aux jeunes entrepreneurs l'espoir et le possible que les bureaucrates de soixante ont confisqués pour leurs rentes. Bien des analystes à la barbe grise y voient un retour de l'avant : les apprentis sorciers, disent-ils, n'ont pas connu le Québec sans protections sociales, sans droit de grève, sans liberté des consciences.

On le voit : la Révolution tranquille n'a pas fini de faire parler d'elle. Certains intellectuels y voient une révolution wébérienne (Dion, 2000) où la population catholique veut rattraper le dynamisme protestant des anglophones ; d'autres, une sortie religieuse de la religion à la Gauchet, où l'Église se serait sabordée sous l'influence du personnalisme et de Vatican II (Meunier et Warren, 2002). Et quand les Québécois sont confrontés à la dramatique crise de l'offre médicale, liée à la radicalité du virage ambulatoire, certains se prennent à rêver d'une époque passée où le geste du soignant n'était pas séparé de la bénédiction du prêtre.

Pierre Ansay

Bibliographie

E. Martin Meunier et J.-P. Warren, *Sortir de la grande noirceur. L'horizon personnaliste de la Révolution tranquille*, Québec, Septentrion, 2002.

F. Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal, 1996.

Linteau Durocher et Robert Ricard, *Histoire du Québec contemporain*, Montréal, Boréal, 1989.

S. Dion, « Le rôle moteur du gouvernement du Canada dans la Révolution tranquille », allocution prononcée à Montréal le 30 mars 2000 au colloque « La Révolution tranquille : quarante ans plus tard », tenu à l'Université du Québec à Montréal.

F. Tétu de Labsade, *Le Québec, un pays, une culture,* Montréal, Boréal, 2001.

M. Venne, *Souverainistes, que faire ?,* Montréal, VLB éditeur, 2002.